



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 182 8 €
15 au 30 octobre 2004

- PORTRAIT :
Brice Hortefeux (p.1-2)
- POLITIQUE : (p.3-4)
- LOBBIES : (p.5)
- DOCUMENT : (p.6-7)
- ETRANGER : (p.8,9)
- KIOSQUE : (p. 10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Aranult B.p.11	Julia D.p.3
Assouline D.p.3	Juppé A.p.2
Cohen M.p.4	Kerry J.p.12
Badinter R.p.4	Mariani P.p.1
Balladur E.p.2	Mitterrand D.p.4
Barnier M.p.4	Mouillot M.p.5
Bartolone C.p.3	Mugabe R.p.12
Bild M.p.10	Netanyahu B.p.4
Brzezinski M.p.9	Noiriel G.p.12
Bush G.W.p.8	Pasqua C.p.1
Celine L-F.p.11	Peres S.p.3
Debré J-L.p.2	Pierre-Bloch J.p.3
Delanoë B.p.4	Piazza F.p.5
Drucker M.p.4	Perret J.p.11
Duisenberg W.p.12	Pivot B.p.10
Erdogan R.p.8	Rampling C.p.1
Fabius L.p.4	Riefenstahl L.p.11
Gaubert P.p.1	Rothschild E.p.6
Gobineau A.p.10	Rumsfeld D.p.8
Honecker R.p.9	Sarközy N.p.1
Hortefeux B.p.1	Soral A.p.11
Huchon J-P.p.6	Straw J.p.12
Humbert M.p.3	Veil S.p.3
Hussein S.p.8	Villepin D.de....p.1
Jamet A.p.5	Wolfowitz P.p.8

PORTRAIT

BRICE HORTEFEUX

Prochain président de l'UMP, le ministre des Finances Nicolas Sarközy a choisi comme secrétaire général le centriste Pierre Méhaignerie. Mais, il ne s'agit là que d'une fonction largement honorifique. En réalité, celui qui va être le véritable « numéro deux » de l'UMP sera Brice Hortefeux, ami de toujours de Nicolas Sarközy. C'est ce dernier qui fit propulser ce simple titulaire d'une maîtrise d'abord comme sous-préfet, puis comme préfet. Ce qui est sans doute un cas unique dans cette génération où il est pratiquement impossible de devenir préfet sans être passé par l'Ena. Ce qui entraîna une modification du statut de préfet afin d'éviter que sa nomination ne soit cassée. C'est dire son influence.

Brice Hortefeux est né le 11 mai 1958 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Son grand-père fut maire de Saint-Saturnin (Puy-de-Dôme) et son père, **Claude Hortefeux**, directeur de banque, y est conseiller municipal, ce qui explique très certainement qu'il se soit implanté en Auvergne bien que **Nicolas Sarközy** lui avait proposé de lui succéder à la mairie de Neuilly lorsqu'il dut abandonner cette fonction et qu'Hortefeux était son directeur de cabinet (par ailleurs, Hortefeux habite La Garenne-Colombes, dans le même département). Par sa mère, **Marie-Claude Schuhler**, une catholique sociale proche de la féministe **Evelyn Sullerot**, il a gardé une fibre religieuse : « Vu son milieu catholique bourgeois, il n'envisageait pas de ne pas être père » rapport un de ses amis (*Libération*, 8 juin 2004). Ayant un peu enseigné, ce célibataire endurci a toutefois épousé, sur le tard, en 2000, l'une de ses élèves, **Valérie Dazzan**, dont il a eu quatre enfants (le dernier, Maxence, est né courant septembre 2004). Son mariage fut célébré civilement par Nicolas Sarközy en personne à la mairie de Neuilly, puis fut célébré religieusement, toujours en présence du futur ministre de l'Intérieur, en Auvergne. **Charlotte Rampling** fut du mariage. « Il essaye de les (sa femme et ses enfants) voir une fois par semaine (*Libération*, 8 juin 2004). » C'est peut-être lui qui fut visé par de méchantes rumeurs, initiées dit-on par **Dominique de Villepin** place Beauvau. Il est passé par les écoles des « beaux quartiers » comme Pasteur à Neuilly et Saint-Jean-de-Passy à Paris XVI^e. Simplement licencié en droit privé et titulaire d'une maîtrise de droit public, il indique dans le *Who's Who* être un ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris. Ce qui est exact, mais il n'apparaît pas dans l'annuaire des diplômés, n'étant pas d'abord allé au-delà de l'année préparatoire, puis, y étant retourné par la suite, ayant raté les examens finaux. Il est donc l'un des très rares non énarques de sa génération à être devenu préfet (à

notre connaissance, il s'agit d'un cas unique avec un aussi petit bagage). À Sciences-Po, il admet qu'il avait la fibre « nationaliste et cocardière » (*Libération*, 8 juin 2004) mais, comme tant d'autres, ralliera très vite le RPR, plus prometteur pour les carrières. C'est qu'il « doit sa carrière à l'ancien maire de Neuilly, qu'il a rencontré adolescent, lors d'une réunion politique » (*Le Monde*, 22 juin 2002). Très exactement en janvier 1978, lors d'un meeting du RPR, porte Maillot (*Libération*, 8 juin 2004, parle d'un meeting de l'UDR en 1976 mais cela paraît inexact). Les deux hommes ne se sont plus quittés depuis. Il sera le principal manœuvrier de Sarközy, en 1983, pour la prise de la mairie de Neuilly, raflée au nez de **Charles Pasqua** (ce qui vaudra à Hortefeux d'être un temps sur la « liste noire » de Pasqua). Hortefeux sera le témoin de mariage de **Marie-Dominique Culioli** lorsque cette dernière épousera Sarközy. Il est par ailleurs le parrain d'une de ses filles. Les deux hommes habiteront même un temps ensemble quand Sarközy divorcera. Sur leur relation, il indique : « Si Nicolas arrêtait la politique, j'arrêterai aussi (*Le Nouvel observateur*, mai 2004). »

Délégué national du RPR à la jeunesse de juillet 1988 à mars 1990 (c'est-à-dire un poste occupé précédemment par Sarközy), cet ancien responsable des jeunes RPR des Hauts-de-Seine a ensuite été responsable, jusqu'en 1992, des relations avec les autres partis de l'opposition parlementaire. Très proche ami de Nicolas Sarközy, à qui il sert de « sherpa » (il est aussi le parrain d'un fils de son premier lit), il devint son directeur de cabinet, à la mairie de Neuilly, en 1991 (puis le secrétaire général adjoint de la ville pendant sept ans). « Dès qu'il se déplace, ne serait-ce que pour une simple invitation à un journal télévisé, Nicolas Sarközy emmène son compagnon ainsi que **Pierre Mariani** et **Thierry Gaubert** (NDA : le frère de **Patrick Gaubert**, député européen UMP et président de la **Licra**) » (*Hommes de l'ombre. Conseillers*,

(Suite page 2)



PORTRAIT

(Suite de la page 1)

confidents et gourgous politiques, d'**Eric Mandonnet** et **David Martin-Castelnau**, Balland, 1995). Dans le même ouvrage, on lit : « Tenez Hortefeux, c'est peu de dire qu'il doit tout à Sarközy, lui qui sait à peine lire et écrire ! » (remarque un cadre du RPR). Seul compte à ses yeux, la confiance quasi illimitée dont lui témoigne Nicolas Sarközy. Un jour le secrétaire général adjoint du RPR, **Jean-Louis Debré**, est allé voir le porte-parole du gouvernement pour s'étonner de la liberté de manoeuvre de son chef de cabinet « atypique, qui en fait beaucoup sans toujours en référer à son ministre ». La fonction qu'occupe Brice Hortefeux lui permet en effet d'acquiescer un vrai pouvoir [...] Certains n'hésitent pas à inverser les initiales de son nom pour le surnommer HB, en référence à Human Bomb, le preneur d'otage des enfants de l'école primaire de Neuilly. Aux dires mêmes de Sarközy, il est mieux informé et a plus d'influence que nombre de ministres. »

Cet « homme de l'ombre » (*Le Monde*, 22 juin 2002) fut propulsé dans sa carrière fulgurante par le ministre de l'Intérieur **Charles Pacqua**, qui le désigna, à la demande de Nicolas Sarközy, comme sous-préfet au tour extérieur (c'est-à-dire sur choix et non sur diplômes ou expérience), en avril 1994, alors qu'il n'était qu'un modeste administrateur territorial. Mieux, un an plus tard, en avril 1995, peu avant de quitter le gouvernement, Charles Pasqua l'élevait alors au rang de préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement (c'est-à-dire sans fonction sur le terrain). Il devint préfet hors cadre en février 1996, **Jacques Chirac** le détestant cordialement (la gauche ne devait pas le repêcher, ayant également peu goûté cette nomination). Par ailleurs, outrée, l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur (présidée par **Joël Thoraval**), qui avait déjà peu apprécié la nomination de ce « pistonné » comme sous-préfet, devait déposer un recours (le premier de son histoire !) contre cette nomination hors norme (le recours pour « excès de pouvoir » fut également signé par l'Association des anciens élèves de l'Ena). L'association devait finalement le retirer car, si le commissaire du gouvernement, **Rémy Schwartz**, saisi du dossier avait conclu à l'annulation, le nouveau ministre de l'Intérieur **Jean-Louis Debré** modifia alors le statut de préfet, tout spécialement pour Hortefeux, afin d'éviter à ce dernier un camouflet. « Il semble qu'elle (NDA : l'association) ait voulu aller jusqu'au bout de sa procédure, mais qu'elle ait été priée de n'en rien faire... », indiquait par ailleurs *Le Monde* (12 janvier 1997). Le même quotidien ajoute perfidement : « Il est permis de penser que la casquette de M. Hortefeux a été l'un des gages d'une réconciliation entre les deux camps de la droite, qui s'étaient affrontés pour l'élection présidentielle. » La pilule fut sans doute très dure à avaler du côté chiraquien, car, en réalité, « ce redoutable tacticien (...) sait si bien travailler la presse à coups d'infos saignantes, d'anecdotes marrantes et de confiance... la plupart du temps en off. Du côté de l'Élysée, on lui

en veut encore de méchantes rumeurs parties de son bureau au printemps 1995 » (*Le Point*, 6 décembre 2002). On consultera aussi *Que va faire Chirac de la "mafia Pasqua"*, *Infomatine*, 18 mai 1995).

Élu au conseil régional d'Auvergne en avril 1992 sur la liste de **Valéry Giscard d'Estaing**, il a présidé la commission des Finances de ce conseil de 1998 à 2004. Il fut également candidat en 1995 à la mairie de Clermont-Ferrand, figurant en seconde place sur la liste de **Valéry Giscard d'Estaing** (il devient conseiller municipal d'opposition). Ce dernier, ayant été battu, reprocha à Hortefeux d'avoir saboté sa candidature. Entre-temps, il avait déjà été sévèrement battu aux élections législatives de 1993 dans la 1^{re} circonscription du Puy-de-Dôme, n'obtenant que 16,5 % des suffrages au premier tour, alors qu'il bénéficiait de l'investiture RPR, étant largement dépassé par l'UDF **Michel Fanget** (qui fut finalement élu au second tour avec 53,57 %). Il ne devait pas se représenter en 1997 et en 2002. Il envisagea également, de manière très sérieuse, de conduire une liste RPR-UDF aux élections municipales de 2001, mais devait finalement abandonner son projet tant les tensions étaient fortes (voir *Clermont-Ferrand Hortefeux tout flamme, Valeurs actuelles*, 17 juillet 1999). Il n'a pas finalement conduit, en 2001, à la mairie de Clermont-Ferrand la liste RPR-UDF, celle-ci s'étant divisée en une liste officielle et deux listes dissidentes. Il laisse encore aujourd'hui planer le doute sur sa candidature en 2007.

Ce secrétaire départemental du RPR dans le Puy-de-Dôme à partir de 1992 devint secrétaire national du RPR auprès du secrétaire national adjoint Nicolas Sarközy au même moment, avant de le suivre, toujours comme chef de cabinet, en avril 1993, lorsque son mentor s'imposa comme ministre du Budget et Porte-parole du gouvernement d'**Edouard Balladur** (il fut également en charge de la communication à partir de juillet 1994). Durant la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, il fut l'organisateur de ses déplacements et meetings, mais également, comme on l'a vu, chargé de missions de déstabilisation contre Jacques Chirac. Recasé comme chargé de mission auprès de **Christian Poncelet**, président RPR du Sénat, en 1998-1999, il a finalement décroché son premier mandat important en juin 1999, sans jamais avoir été élu sur son seul nom, étant devenu député européen, alors qu'il figurait en 13^e position sur la liste RPR-UDF de tandem Madelin-Sraközy, grâce à la très opportune démission du Parlement européen... de son ami Sarközy. Le « porte-flingues » (*Le Point*, 22 juillet 2004) n'a laissé depuis lors aucun souvenir marquant à Bruxelles : « Il travaille juste ce qu'il faut pour obtenir des avantages... pour l'Auvergne (Libération, 8 juin 2004). ». En avril 1998, il fut envoyé en catastrophe par **Philippe Séguin** et Sarközy pour tenter d'empêcher les conseillers régionaux chiraquiens de voter en faveur de **Charles Millon**, avec l'appui du FN, à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes. Sa mission devait partiellement échouer. De 2002 à

2004, il occupera, alors qu'il n'a strictement aucun titre dans le cabinet du ministre de l'Intérieur, le bureau mitoyen de Nicolas Sarközy. « Il occupe un fauteuil de conseiller de l'ombre. "Je suis son auditeur numéro un, avec sa femme", précise Hortefeux (*Le Point*, 6 décembre 2002). » Il faudra attendre avril 2004 pour qu'il apparaisse enfin officiellement comme conseiller auprès du ministre des Finances de Bercy. En 2003, il devait se rendre à plusieurs reprises en Arabie séoudite pour négocier le projet Miksa (The Saudi Border Guard Development Program Miksa) un colossal contrat d'équipements de surveillance des frontières (avec par exemple 225 radars ultra-perfectionnés, le réseau de communication de la police française Acropole, etc.) à la place du ministre de l'Intérieur (7 milliards de \$ sur 12 ans). Un dossier surveillé de très près par l'Élysée, qui ne souhaitait pas qu'une « cagnotte électorale » soit constituée à cette occasion, mais qui est aujourd'hui remis en cause par l'assassinat d'un des représentants de Thalès (cf notamment *L'Hebdo*, 30 septembre 2004).

Ce poste tout aussi officieux que d'influence l'a fait aimablement détester d'**Alain Juppé**, prédécesseur de Sarközy à la tête de l'UMP. Bien que membre de la direction de l'UMP, il fût barré comme secrétaire national : « Laisser Hortefeux mettre un pied à l'UMP ? Autant lui donner les clés de la maison ! (*Le Point*, 6 décembre 2002). » À la suite des interventions très pressantes de Nicolas Sarközy, qui parla de « sectarisme », il devait finalement être désigné comme secrétaire national adjoint, un poste ayant été créé sur mesure pour lui (il n'y en avait que dix, et avec Hortefeux, ils furent onze), celui de « chargé des affaires internationales » (relations avec le Parlement européen), le président de l'UMP souhaitait ainsi « pacifier » ses relations avec Sarközy (*Alain Juppé tente de pacifier ses relations avec Nicolas Sarközy, Le Monde*, 12 décembre 2002). Il devait également siéger à la Commission des investitures de l'UMP.

En juin 2004, il a été reconduit comme député européen UMP, ayant conduit la liste de ce parti dans la région Massif Central-Centre (sa liste obtient 2 sièges et 20,36 %). Il a signé *Jardin à la française : plaidoyer pour une République de proximité* (avec **André Levôtre, Denoël**, 2003). Un ouvrage, qualifié par *Le Point* (20 juin 2003) de « premier manifeste d'un néo-progressisme de droite qui prône le retour décomplexé de l'État sans lequel aucune réforme n'est possible dans notre pays », où l'on a l'impression de lire le programme de Nicolas Sarközy (interventionnisme volontariste de l'État, mise sous tutelle préfectorale des élus locaux pour éviter tout abus de pouvoir, levée du tabou de la politique agricole commune pour finir d'anéantir la classe paysanne, alignement du statut de la fonction publique sur le statut du privé, encadrement par le Parlement des autorités indépendantes comme la CNIL ou le CSA qui seraient des symboles du renoncement politique, etc.).



POLITIQUE

✎ **Jacques Chirac**, défenseur des droits de l'homme? Les médias ont rapporté les propos très anti-américains du président de la République lors de sa visite à Hanoï et son soutien à l'entrée du Vietnam communiste qui souhaite adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. En revanche, pratiquement aucun n'a indiqué qu'il s'était abstenu de participer à la cérémonie d'accueil à l'Asem de la Birmanie, pays dénoncé par la France comme « violant les droits de l'homme ». Des propos qui ne manquent pas de sel lorsqu'ils sont émis depuis le sol d'une des dernières dictatures communistes du monde.

► « Née à l'initiative de jeunes citoyens trop jeunes pour voter le 21 avril 2002 », l'association Faut qu'on s'active! Soutient la lutte de **Marie Humbert** en faveur d'une loi sur l'euthanasie et fait campagne pour une reconnaissance légale de « l'aide à mourir ». En réalité, il s'agit d'une association socialiste et paramaçonnique. Son président, **Vincent Léna**, né en 1965 (il pouvait donc voter le 21 avril 2002...), est un ancien élève de l'Ena. Adjoint au maire PS de Boulogne-sur-Mer, il a été conseiller technique du radical de gauche **Émile Zuccarelli** (1997-1998) et directeur adjoint du cabinet du ministre PS **Claude Bartolone** (1998-2002).

► **Nicolas Sarközy** va perdre une bonne partie de sa protection. Disposant actuellement de quinze officiers de sécurité, il ne devrait plus en avoir que deux comme président de l'UMP.

► Mosquées. 1) Le maire communiste de Bobigny (Seine-Saint-Denis) **Bernard Birsinger** a accordé, le 9 octobre, pratiquement gratuitement (par un bail emphytéotique) un terrain de 2 280 m², dans le centre-ville, à l'Association des musulmans de Bobigny pour y construire une mosquée. La mosquée pourra accueillir 1 500 fidèles. Les travaux sont estimés à 1,7 million d'euros. Dans un second temps, la mosquée sera doublée par un centre « culturel » et, innovation, d'une « galerie marchande musulmane » (3,8 millions d'euros). 2) Le 12 octobre, **Nicolas Sarközy** a posé la première pierre de la mosquée d'Asnières (1800m² et 12 m de hauteur), dont le permis de construire vient d'être accordé par le député-maire UMP **Manuel Aeschlimann** comme il s'y était engagé auprès de la communauté musulmane lors de la campagne électorale de 2001.

► Dès 1997, *F&D* (n° 36) dressait le portrait détaillé d'un dirigeant trotskiste totalement inconnu, **David Assouline**, ancien du Parti communiste internationaliste, fondateur de la Ligue ouvrière révolutionnaire et d'autres groupuscules plus extrémistes les uns que les autres. Nous ne nous étions pas trompés sur son avenir puisqu'il vient d'être élu sénateur de Paris, à 45 ans, au titre du Parti socialiste (il appartient à sa fraction la plus à gauche). La seule fois où il a mis les pieds au Palais du Luxembourg, c'était en 1987 pour être interrogé sur les grèves étudiantes de décembre 1986 (avec le décès de **Malik Oussekin**) dont il avait été l'un des principaux animateurs. « Je n'ai pas changé sur l'âme de mes idées » a-t-il confié (*Le Point*, 7 octobre 2004).

✎ Selon la Commission nationale informatique et libertés, de 22 à 37% des informations du fichier informatisé des infractions constatées de la police française sont erronées (par exemple, les victimes se voient attribuer les méfaits dont ils ont été les victimes).

► La presse a présenté le député UMP de Seine-de-Marne **Didier Julia** (qui a tenté d'obtenir la libération de deux journalistes détenus en Irak) comme « pro-arabe ». Nul n'a précisé qu'il s'était rendu en septembre 1970 en Israël à l'invitation de **Jean Pierre-Bloch** et entretenait d'excellentes relations avec **Shimon Peres**. Selon ses propres dires, il avait alors apporté son concours au Mossad afin de permettre à Tshahal de s'emparer illégalement des fameuses « vedettes de Cherbourg » en décembre 1970.

► Le gouvernement a l'intention de commémorer en grande pompe le 60^e anniversaire de la libération des camps de concentration en 2005. Un conseil d'orientation, réunissant une vingtaine de personnes, sera dirigé par **Simone Veil** et **Philippe Dechartre**.

► Les Témoins de Jéhovah viennent de perdre leur pourvoi devant la Cour de cassation pour un jugement de la Cour d'appel de Versailles du 28 février 2002. La secte protestante va donc devoir régler un redressement fiscal de 45 millions d'euros. L'association a toujours contesté devoir payer, arguant des avantages fiscaux accordés aux associations culturelles prévues par la loi de 1905. Mais les Témoins de Jéhovah n'ont jamais demandé ce statut, vivant sous le régime de la loi de 1901.

► Très engagé dans la cause de la défense d'Israël (*F&D* 180), le député UDF de Nice **Ruddy Salles**, vient d'être fait docteur honoris causa de l'université de Netanya. À cette occasion, *Actualité juive* (28 septembre 2004) indique que l'actuel président du Groupe d'amitié parlementaire France-Israël a « été caché pendant la Seconde Guerre mondiale par des religieuses qui l'ont ainsi soustrait à un destin tragique ». On peut toutefois supposer qu'il s'agit en réalité de son père, **Lucien Salles**, puisque Rudy Salles est né le 30 juillet 1954.

► Alors même qu'aucune allusion n'ait fait ni à une race, ni à une ethnie quelconque, ni à une religion (le texte pourrait parfaitement s'appliquer à des sœurs catholiques...), cet autocollant a valu à ses distributeurs une enquête de police préliminaire pour « discrimination raciale », qui devrait être suivie par une mise en examen pour ce motif.

Arrêtons la polémique ...

AVEC OU SANS VOILE

HORS DE CHEZ NOUS !



L'ŒUVRE FRANÇAISE

Mouvement nationaliste
4 bis rue Caillaux - 75013 PARIS
www.oeuvre-francaise.com

► **Thomas Fabius**, fils aîné de l'ancien Premier ministre socialiste, vient de créer une société, au nom (si français) de People and Baby, qui propose aux grands groupes français des « crèches d'entreprises clés en main ». La loi de finances 2004 est en effet particulièrement favorable aux entreprises qui se structurent pour accueillir les enfants en bas âge de leurs salariés.

► **Bertrand Delanoë** vient d'accorder une subvention de 15 000 euros à l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens, présidée par **Eric Garnier**, notamment pour « aider les parents à s'orienter vers des professionnels de la médiation familiale » et offrir « un soutien dans l'accueil des enfants en bas âge » (on se demande à quoi tout cela sert puisqu'il est régulièrement seriné que les enfants de couples homosexuels sont parfaitement équilibrés et normaux...).

► Alors qu'il n'est même pas encore élu, **Nicolas Sarkozy** a déjà négocié sa première émission télévisée comme président de l'UMP. Ce sera le 5 décembre, à Vivement dimanche de **Michel Drucker**, où il sera interrogé par **Jean-Pierre Elkabbach**.

► Défendant le « non » à la Constitution européenne, le « présidentiable » **Laurent Fabius** vient de créer une nouvelle structure très discrète, chargée de diffuser à haut niveau ses positions. Les piliers de ce « groupe de réflexion » intitulé Fraternité, qui se réunit une fois par mois, sont **Pierre Joxe** (membre du Conseil constitutionnel), **Jérôme Clément** (PDG d'Arte), **Hubert Védrine** (ex-ministre des Affaires étrangères et conseiller en stratégie de multinationales), **Denis Olivennes** (PDG de la Fnac), **Christophe Girard** (adjoint Vert à la Culture de Paris) et **Louis Schweitzer** (PDG de Renault).

► C'est **Claude Guéant**, l'actuel directeur de cabinet de **Nicolas Sarkozy** à Bercy, qui serait le favori pour succéder à **Jean-Paul Proust** comme préfet de police de Paris. La succession se ferait avant la fin de l'année.

► Au deuxième Congrès mondial contre la peine de mort, à Montréal, le 6 octobre, la secrétaire d'État aux Droits des victimes **Nicole Guedj** a lu un message de **Jacques Chirac** appelant à « l'instauration d'un moratoire général de toutes les exécutions capitales, première étape vers l'abolition universelle ». L'actuel président de la République avait été l'un des très rares députés d'opposition à voter le projet de loi de **Robert Badinter** abolissant la peine de mort en 1981.

► Le 26 octobre, à l'hôtel Artcurial (ex-hôtel Dassault aux Champs-Élysées), **Danielle Mitterrand** mettra en vente aux enchères une partie du mobilier familial de la rue de Bièvres, notamment le mobilier de sa salle à manger...

► L'ancien Premier ministre israélien d'extrême droite **Benjamin Netanyahu** doit dîner avec le ministre des Finances **Nicolas Sarkozy** le 23 novembre : tous deux seront les invités d'honneur du dîner de gala de la Chambre de commerce franco-israélienne présidée par **Lionel Stoléru**.

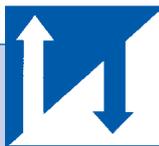
► **Frédéric Encel** et **François Thual** signent Géopolitique d'Israël, qui sort au Seuil. Ce Dictionnaire pour sortir des fantasmes comporte un article « lobby », où est évoqué le « lobby sioniste » qui ne serait qu'un « fantasme » sans aucune réalité. Pur hasard évidemment, le premier est un ancien président du Tagar, la branche jeunes du Béтар, et le second, ancien de la GLNF (où il a fait initier plusieurs géopolitologues) est aujourd'hui Grand Maître d'honneur de la Grande Loge des spiritualités et des cultures. Encel, qui assure avoir pris du recul quant à l'ultra-sionisme, vient de devenir animateur, sur Radio Communauté Judaïque, de l'émission Perspective, officiellement « sponsorisée » par le Keren Kayemeth Leisraël, présidé par **Moshé Cohen**, ancien chef... du Béтар de France.

► Lors de son séjour aux États-Unis, en marge de l'assemblée générale des Nations Unies, le ministre des Affaires étrangères **Michel Barnier** a rencontré une dizaine d'organisations juives, dont l'American Jewish Committee, le Congrès juif mondial et la Ligue Anti-Diffamation du B'naï B'rith.

► Documentation politique. Le Journal officiel (Lois et décrets), du 18 septembre 2004, a publié l'intégralité des comptes des partis et groupements politiques en 2002 (440 pages).

► Il se chuchote qu'aucun des articles publiés sur l'élimination de **François Roussey** de la tête d'EDF (remplacé par **Pierre Gadonneix**) n'aurait donné la véritable raison de son départ : une très opportune campagne de publicité d'EDF en 2001, aussi colossale qu'inefficace, aurait permis de sous-facturer la campagne publicitaire de **Lionel Jospin** aux élections présidentielles de 2002. Ce qui expliquerait le départ de **Stéphane Fouks**, directeur de la communication d'EDF et responsable de la campagne du premier secrétaire du PS.

EN HAUSSE



EN BAISSÉ

■ **Mel Gibson**. Après avoir triomphé au box-office avec plus de 650 millions de dollars de recette, La Passion du Christ fait un tabac sur le marché des DVD. Plus de 9 millions de copies ont été vendues en moins de trois semaines aux États-Unis (le film est disponible en France, via TF1... qui, cette fois, a compris ce qu'elle pouvait gagner avec un tel film). On rappellera ici qu'aucun distributeur français n'avait accepté de distribuer ce qui est sans doute le plus grand succès du cinéma mondial depuis ses origines.

■ **Alain Ménargue**. Venant de sortir Le Mur de Sharon, le directeur de l'information de Radio France International, a osé qualifier Israël d'« État raciste », sur LCI, le 30 septembre. Il n'en a pas fallu plus pour que la Société des journalistes de RFI qualifie ces propos d'« inacceptables ».

■ **Alexandre Adler**. Bien que disposant d'une chronique dans Le Figaro et d'une émission hebdomadaire de radio, le vibrant essayiste s'est livré au Yediot Aharonot pour confier ce qu'il pensait de la France et son adulation bushienne : « Nous sommes en pleine régression. Peut-être est-ce trop demander aux intellectuels et aux artistes français que de soutenir la guerre de George Bush [...] La première raison pour laquelle j'éprouve de la sympathie pour Bush, c'est qu'il est un antiraciste convaincu [...] L'antiaméricanisme français est une version politiquement correcte de l'antisémitisme [...] Je partage largement (à propos de la politique française) l'exaspération des Israéliens [...] Je reste extrêmement populaire [...] Nous n'avons pas encore gagné le combat (pro-israélien), mais nous ne l'avons pas perdu non plus. »



LOBBIES

► À la suite de notre écho sur « capitaine Gug » (*F&D* 179), nous recevons ce droit de réponse : « **Philippe Guglielmi** (NDA : ex Grand Maître du Grand Orient de France) a quitté l'armée avec le grade de chef de bataillon 3^e échelon et par conséquent bénéficie d'une retraite d'officier supérieur. Il n'était donc pas sous-officier subalterne mais officier supérieur. L'appellation sous-officier subalterne correspond à deux grades, sergent et sergent-chef, alors que Philippe Guglielmi a été nommé adjudant, à 27 ans, le 1er juillet 1979, et a ensuite poursuivi sa carrière, par conséquent, jusqu'au grade de chef de bataillon ayant été admis à faire valoir ses droits à la retraite avec ce grade en 1999, alors qu'il avait été nommé, non seulement, officier mais officier supérieur bien avant de prendre sa retraite, contrairement aux imputations malveillantes de *Faits & Documents*. »

► Le B'naï B'rith Rhône-Alpes organise le II^e colloque des intellectuels juifs, autour du thème *Éthique juive et modernité*, au Centre culturel de Villeurbanne le 17 octobre. Parmi les orateurs figurent l'ancien ministre de l'Environnement **Corinne Lepage**, **Daniel Rouach** (professeur à l'ESCP), **Raymond Melka** (Cour des comptes de Lyon), **Jean-Paul Joseph** (directeur de recherches au CNRS Lyon), **Gérard Panczer** (enseignant-chercheur à Lyon I), Me **Alain Jakubowicz** (CRIF Rhône-Alpes), le chirurgien **Gilbert Karo**, etc.

► Présidé par **Alain Jamet**, le groupe FN au conseil régional de Languedoc-Roussillon a été le seul groupe politique à voter contre une subvention de 48 100 euros de la région au profit du Centre culturel du Languedoc, couverture banalisée de la Grande Loge de France. Comme son prédécesseur **Jacques Blanc**, **Georges Frèche** continue donc à arroser les loges de la région.

► Le 10 octobre, la loge de recherches Villard de Honnecourt (Grande Loge nationale française) a accueilli, pour un colloque sur *Actualité de l'éthique et franc-maçonnerie de tradition*, l'ancien ministre de l'Environnement **Corinne Lepage** (dont le mari appartient à la GLNF), le Pr de médecine **Christian Hervé**, les sociologues **Edgard Morin**, **Catherine Chalier** et **Cynthia Fleury** ainsi que **Francis Bardot**.

► Quatre membres ou anciens membres de la Grande Loge nationale française, dont trois policiers, **Alain Taddei** (ex-Grand Porte-glaive, c'est-à-dire responsable de la justice intérieure), ancien chef adjoint de la section financière de Nice, **Alain Bartoli**, policier à la PAF, et **Roger Trinquet**, à l'époque Grand Trésorier provincial, sont passés en procès devant le tribunal de Nice, le 7 octobre 2004, pour avoir consulté à plus de 600 reprises les fichiers informatisés du STIC (qui recense les auteurs de délits ou présumés tels, mais aussi les victimes et les témoins) pour vérifier la « probité » des candidats à l'initiation dans cette obédience. De cinq à dix mois de prison avec sursis ont été requis, avec jugement mis en délibéré au 26 novembre. Après avoir assuré qu'ils opéraient pour le compte de la GLNF, ils se sont tous rétractés.

► Dans une affaire connexe, le doyen des juges d'instruction de Nice, **Jean-Paul Renard**, également franc-maçon, devrait prochainement passer en justice, la procédure étant quasiment bouclée et n'attendant que le réquisitoire final du parquet. Lui consultait le fichier du casier judiciaire de manière sauvage dans les mêmes buts et soutenait autant qu'il le pouvait, dans les affaires qu'il traitait ou non, les « frères » dans l'embarras : il devait ainsi tutoyer et embrasser **Michel Mouillot**, maire PR failli de Cannes, alors qu'il était déjà mis en examen (les deux hommes avaient même fondé ensemble une loge affairiste aujourd'hui dissoute, tandis que sa compagne, Me **Michèle Martinez**, le visitait par la suite et le « remboursant » de 268 000 F pour un motif jamais expliqué ; la même devait être l'avocate d'un truand franc-maçon niçois... dont le dossier était alors instruit par Renard (ce qui aurait du entraîner automatiquement son dessaisissement, etc.).

► Son incroyable influence dans le « milieu niçois » a été longuement décrite dans un stupéfiant rapport de 80 pages, plus accablantes les unes que les autres, du Conseil supérieur de la magistrature (qui a été largement public dans *Le Journal du dimanche* du 10 octobre, *Le Monde* et *Libération* du 12 octobre). Renard devait également passer le 14 octobre devant le CSM, qui devrait demander sa révocation.

► En très vive bisbille avec la Grande Loge nationale française, qui l'avait pourtant installée comme obédience régulière le 15 juin 2000, la Grande Loge du Royaume du Maroc (GLRM) vient de créer un nouveau rite, le Rite Arabe ancien et accepté (cette pure faribole singe le Rite écossais ancien et accepté) La Commission sur la régularité des Grandes Loges américaines a toutefois décidé, le 21 février, à Washington, de ne pas suivre la décision de la GLNF de suspendre la GLRM.

► Fonctionnaire des Renseignements généraux, **Francis Piazza** (affecté depuis en Nouvelle-Calédonie) est le franc-maçon à l'origine de la fameuse réunion secrète des nationalistes corses au siège du GODF en février 2000. Il s'est confié à *L'Express* (20 septembre 2004), révélant (ce qui est une faute lourde) qu'il n'avait pas informé à l'époque sa direction de cette rencontre clandestine « car je n'ai pas agi en tant que policier, (mais en tant) qu'humaniste (pour) faire passer ce message de paix ». Il confirme aussi que l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste (qui avait toujours nié sa présence), François Rebsamen, était bien présent : « François Rebsamen participait bien à la réunion. Il est arrivé de Dijon avec une heure de retard. »

► Afin de ne pas être identifiées, de plus en plus de loges du Grand Orient de France se dissimulent sous des appellations passe-partout. C'est ainsi que l'on trouve l'association François Artis qui correspond à la loge La Française des arts, l'association Hervé Gesse dissimule la loge La Sagesse réveillée, l'association René Surgesse la loge Résurgences, l'association Léon Forban correspond à la loge La Bonne foi et l'association Rémi Aunis à la loge Les Amis réunis.

DOCUMENT

Officialisation avec les deniers du contribuable du « devoir de mémoire »

Lors de sa séance du 27 septembre 2004, le conseil régional d'Ile-de-France ; présidé par Jean-Paul Huchon, a voté une subvention de 289 626 euros au Mémorial du martyr juif inconnu, présidé par Eric de Rothschild, dans le cadre de la « sensibilisation des lycéens à l'histoire de la Shoah » durant l'année 2004-2005. Le projet s'élevant à 324 252 euros, cela veut dire que le contribuable francilien aura réglé 90 % d'un programme, financé sur la ligne budgétaire « Allocations et subventions » et la rubrique « Actions de soutien à la vie lycéenne » dont on a du mal à percevoir la « lisibilité », quand on connaît la difficulté des enseignants à se procurer, pour des activités extra-scolaires, ne serait-ce qu'une simple gomme ou quelques photocopies. On trouvera ici des extraits du rapport présenté à la commission permanente du conseil régional.

1) Présentation des arguments = Logorrhée verbale

Le projet, adopté depuis lors et s'inscrivant en fait dans une convention triennale, a été voté en commission permanente, c'est-à-dire devant 48 personnes. Le Conseil régional a en effet délégué ses attributions à une Commission permanente où siège le président et les vice-présidents, plus des représentants de tous les groupes politiques. La CP ne peut pas voter le budget ni l'approbation du compte administratif, mais est compétente pour tout le reste. La séance plénière (209 élus) se déroule seulement une fois tous les deux mois. Les actions qui peuvent être subventionnées doivent normalement s'inscrire dans une « volonté régionale ». Heureusement, « les activités [...] du Mémorial juif inconnu s'inscrivent parfaitement dans cette volonté régionale ».

Le bilan 2003-2004 indique tout d'abord, et on se demande pourquoi, qu'« en dépit d'un contexte national marqué par différents événements nationaux et internationaux (NDA : lesquels ?), le bilan des actions entreprises par le Mémorial du martyr juif inconnu est positif. » Par ailleurs, « il est à noter que la complémentarité dans les actions séduit de nombreux établissements scolaires. Aussi, dans certains cas, un même établissement scolaire qui participe au voyage à Auschwitz (action 6), amènera ses lycéens au Mémorial (action 3) et demandera une exposition (action 4). »

La somme attribuée se divise donc entre :

- Information des professeurs et des chefs d'établissement : 11 835 euros. C'est-à-dire « huit journées d'information pour sensibiliser les chefs d'établissement et professeurs à l'enseignement de la Shoah ». Chaque journée comprend une « présentation de l'institution et de ses ressources documentaires » et une autre séance consacrée à « la problématique de l'enseignement de la Shoah », avec diffusion d'un « dossier pédagogique ».

- Information des documentalistes : 4 527 euros.

Le programme des séances (d'une journée) comprend une « connaissance de l'institution et de ses ressources documentaires » et une « présentation et analyse des outils documentaires et audiovisuels indispensables au fonctionnement d'un centre de documentation ».

Le bilan 2003-2004 commun à ces deux sous-divisions indique que « l'information a un tronc commun, permettant de mettre à jour les connaissances des professeurs, chefs d'établissement et documentalistes. » On apprend que des « problématiques » ont été « soulevées », ce qui est bien le moins, pour « sensibiliser le public sur des questions qui font débat ». On apprend aussi que « ces séances créent également un cadre privilégié pour des échanges, tant sur le plan des idées que de l'approche pédagogique ».

Le bilan 2002-2003 indique 44 participants et 94 en 2003-2004, soit 175 euros par participant.

- Accueil des lycéens : 21 450 euros.

Un enseignant particulièrement motivé peut obtenir, après accord, une visite d'une demi-journée des locaux, étant entendu que « le transport jusqu'au Mémorial du Juif inconnu reste à la charge des établissements scolaires. Chaque établissement doit sélectionner une classe, soit 40 élèves au maximum. »

En 2003-2004, il y a eu 1 145 élèves de 29 lycées, soit un coût de 18,80 euros, très supérieur à celui des visites généralement organisées par les lycées (à titre comparatif, la visite par une classe d'une grande exposition, avec activités d'éveil sur place, revient en général à moins de 6 euros). À noter que l'une des trois expositions présentées portait sur *Rwanda, le génocide des Tutsis*.

- Mise à disposition d'exposition sur la Shoah : 25 600 euros.

Il existe six expositions (dont 2 en doubles exemplaires) : *Le Temps des rafles*, *Le Ghetto de Varsovie* (aucun rapport avec la France ou l'Ile-de-France), *Le Sauvetage des Juifs du Danemark* (aucun rapport avec la France ou l'Ile-de-France), *Histoire de la Shoah en Europe* (porte partiellement sur la France), *Paroles d'étoiles, mémoires d'enfants cachés 1939-*

Un programme de sensibilisation à la Shoah a été engagé le 12 juillet 2000, par le biais d'une convention triennale entre l'association le "Mémorial du Martyr Juif inconnu" et la Région Ile-de-France.

Ce partenariat a été renouvelé le 12 septembre 2003 dans le cadre d'une nouvelle convention triennale pour les années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, suite à la délibération n° CP 03-512 du 10 juillet 2003. Cette convention prévoit de définir annuellement le programme des actions à mener ainsi que le montant de la subvention.

Le présent rapport a pour objet de vous proposer l'avenant n°1 à la convention, définissant le programme et le montant de la subvention pour l'année scolaire 2004-2005.

1. RAPPEL DES OBJECTIFS GENERAUX DE LA CONVENTION ENTRE LA REGION ET LE MEMORIAL

Le Conseil Régional d'Ile-de-France développe, au moyen de son programme d'actions éducatives en direction des lycéens, une politique globale d'apprentissage de la citoyenneté.

Dans ce cadre, la connaissance et la compréhension de modes de vie, de cultures différentes, constituent un enjeu d'éducation de première importance : en raison, notamment, de conditions économiques et sociales parfois difficiles, les jeunes en Région Ile-de-France peuvent être, en effet, très directement confrontés - à la fois comme acteurs ou victimes - aux manifestations de violence qui découlent du racisme et de la xénophobie.

Il importe donc à la collectivité régionale, pour garantir la cohésion sociale, de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information, la sensibilisation et la formation des jeunes lycéens afin de diffuser largement l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle au-delà des clivages communautaires.

Les références historiques, qui figurent dans les programmes d'enseignement des lycées, fournissent une introduction privilégiée pour assurer et développer ces actions d'information, de sensibilisation et de formation. Il s'agira pourtant, de dépasser le strict cadre d'un enseignement obligatoire pour donner corps à l'histoire, en offrant des témoignages vécus d'un passé menacé par l'oubli.

En ce sens, le Conseil Régional a souhaité favoriser l'installation de relations entre des lycées volontaires et les associations œuvrant en Ile-de-France sur le champ de la mémoire collective et de l'éducation à la tolérance.

Les activités déployées par l'association reconnue d'utilité publique, le "Mémorial du Martyr Juif Inconnu", s'inscrivent parfaitement dans cette volonté régionale. Il est à noter que l'association joue un rôle de niveau mondial dans le domaine de la recherche sur la Shoah.

Un programme d'actions de sensibilisation et d'information des lycéens à l'histoire de la Shoah, comportant 6 phases, est proposé aux lycées de la Région, depuis l'année scolaire 2000-2001.



DOCUMENT

1945, *L’Affiche rouge* (consacré au groupe Manouchian, groupe de militants politique communistes ayant agi après l’entrée en guerre de l’URSS contre l’Allemagne en 1941), *Vision lycéenne du camp d’Auschwitz* (réalisé en 2003-2004), etc. Une nouvelle exposition doit être créée sur le thème *De l’antijudaïsme chrétien à l’idéologie nazie* (ce qui suppose une continuité entre christianisme et national-socialisme). « Ces expositions sont gratuites, seul le transport restant à la charge des établissements. »

Au total, il y a eu trente expositions prêtées (en fait des panneaux plastifiés avec « plusieurs dizaines de photographies et reproductions de documents d’archives »), soit un coût, pour seulement un prêt, de 853 euros par ensemble fourni.

- Cycle de projection de films : 5 840 euros.

En partenariat avec la Vidéo-thèque de Paris et le Forum des images, un cycle de projections de films relatifs à la Seconde Guerre mondiale est organisé (autour du thème *Résistance et déportation*). En fait, il s’agit d’une initiative très limitée puisqu’une séance est destinée uniquement aux enseignants et les six autres, qui se déroulent au Forum des images, aux lycéens. « Le transport jusqu’au Forum des images reste à la charge des établissements. »

Au total 869 élèves issus de 17 établissements scolaires ont été accueillis, soit 6,72 euros par élève, alors même que les films étaient semble-t-il fournis par la Ville de Paris, projeté par elle et le local, au Forum des Halles, également fourni par elle. « Il convient de souligner que le débat avec les témoins reste le moment privilégié permettant des échanges très riches entre rescapés et élèves. » Ce qui, évidemment, n’a pas de prix.

2) Enseigner l’histoire après Auschwitz.

- Visites à Auschwitz : 210 000 euros.

Il s’agit du gros de la subvention. Un projet très élitiste puisqu’il ne s’adresse qu’à 32 lycées d’Ile-de-France. Ce projet de même que le sous-chapitre Valorisation des travaux des élèves, d’un montant de 45 000 euros, est pris à charge « en totalité » par la région (les autres points ne sont subventionnés qu’à hauteur de 50 %).

Le bilan 2003-2004 a concerné 320 lycéens « et élus du Conseil régional d’Ile-de-France ». Soit environ 656 euros par lycéen pour le voyage et 141 euros pour la « valorisation des travaux », soit au total 796 euros par participant. « Dans l’en-

semble, ce voyage a été un véritable séjour initiatique pour les élèves et les professeurs soulignent l’intensité de la journée et l’émotion qui a été ressentie. » Arrive ensuite un propos assez incongru, puisque la misère et la douleur ne se mesurent semble-t-il pas encore en unités de surface : « Les élèves ont été impressionnés, notamment par l’ampleur du site. » Il est également précisé de manière étonnante qu’« en dépit de la diversité des origines sociales et religieuses des élèves, ceux-ci ont eu un comportement très digne ». On imagine mal en effet un chahut en cet endroit en présence d’élus et d’enseignants. Mais heureusement, tout se termine bien : « Ces voyages [...] auront également entraîné une réflexion sur le plan moral et philosophique sur des concepts et des notions au cœur de notre présent (la liberté, la tolérance, le racisme, l’antisémitisme, la démocratie, la raison d’État). »

Cette initiative, accompagnée d’un montant financier au moins équivalent, devrait être reconduite dans les années à venir.

Action 6 : Visites à Auschwitz

Le 26 novembre 2003 et le 3 décembre 2003 se sont déroulés 2 voyages à Auschwitz en présence de 320 lycéens et d’élus du Conseil Régional Ile de France.

Les établissements scolaires ont été choisis en fonction de l’ordre d’arrivée de leur candidature et de différents paramètres (équilibre public/privé, représentation de tous les départements, présence de l’enseignement professionnel...).

La demande a été importante et le Mémorial a dû refuser plusieurs établissements scolaires.

L’organisation des deux visites a été appréciée par les établissements qui ont été retenus c’est-à-dire :

Visite du 26 novembre 2003 : Paul Valéry (Paris - 12^{ème}), Jacques Amyot (Melun - 77), Viollet le Duc (Villiers-Saint-Frédéric - 78), Francisque Sarcey (Dourdan - 91), Santos Dumont (Saint-Cloud - 92), Suger (Saint-Denis - 93), Frédéric Mistral (Fresnes - 94), Jeanne d’Arc (Argenteuil - 95).

Visite du 3 décembre 2003 : Lycées Turgot (Paris - 3^{ème}), Georges Cormier (Coulommiers - 77), Saint-Aspais (Melun - 77), Marcel Pagnol (Athis-Mons - 91), Richelieu (Rueil-Malmaison - 92), Léon Blum (Créteil - 94), Notre Dame des Missions (Charenton-le-Pont - 94), Jean Monnet (Franconville - 95).

Deux réunions de travail, l’une avant le voyage, l’autre après, ont été organisées afin de résoudre les problèmes techniques (visas, transport à l’aéroport), de travailler sur la sensibilisation des élèves, leur encadrement pédagogique et psychologique avant et après le voyage. Ces réunions sont essentielles, elles permettent de préparer le voyage pour que celui-ci se déroule dans de bonnes conditions. Elles permettent également le lancement des travaux pédagogiques puisque chaque groupe de lycéens participant au voyage doit obligatoirement réaliser un projet au sein de son établissement afin de transmettre les acquis de ce voyage au lycéens qui n’ont pas pu y participer.

Le voyage : Répartis par groupes de quarante avec un ancien déporté parmi eux, les lycéens ont visité Auschwitz et Birkenau encadrés par un guide professionnel. L’ensemble des participants s’est réuni à Birkenau pour une cérémonie au monument international.

En dépit de la diversité des origines sociales et religieuses des élèves, ceux-ci ont eu dans l’ensemble un comportement très digne. Ils ont dialogué toute la journée avec les anciens déportés dont le témoignage restera pour eux un élément essentiel et marquant de cette journée.

Chaque participant au voyage a reçu à son retour une brochure sur le camp d’Auschwitz Birkenau réalisée par le Mémorial - CDJC. Ce document comprend des données historiques, des témoignages, des photos, des plans destinés à permettre aux élèves de compléter leurs connaissances et mieux comprendre le sens de ce qu’ils ont vu.

Les retombées pédagogiques : Les retombées de ce voyage ont été importantes, d’abord dans le cercle familial, puis au sein du lycée. Dans l’ensemble, ce voyage a été un véritable voyage initiatique pour les élèves et les professeurs soulignent l’intensité de la journée et l’émotion qui a été ressentie. Les élèves ont été impressionnés, notamment par l’ampleur du site. La réaction de leurs parents a été très positive.

Les lycéens avaient imaginé un projet pédagogique qui a été réalisé par eux sous forme de journal, de films, d’expositions... Plusieurs établissements scolaires ont invité les anciens déportés à venir dans leur lycée. Les médias locaux ont d’ailleurs souvent rendu compte de ces voyages en donnant la parole aux lycéens. Le bilan est donc très positif.

Pour la deuxième fois, la Région Ile-de-France et le Mémorial ont favorisé la création d’une exposition regroupant les contributions de l’ensemble des établissements scolaires ayant participé à ces voyages. L’exposition a été réalisée par le Mémorial et inaugurée au Conseil régional d’Ile-de-France le 27 janvier 2004, journée européenne de la Mémoire de

la Shoah, par MM. Jean-Paul Huchon et Jacques Fredj, représentant Eric de Rothschild, en présence de nombreux lycéens, enseignants, élus et anciens déportés.

Ce même jour a été diffusé un film réalisé par les élèves du BTS Audiovisuel du lycée Suger de Saint-Denis qui ont réalisé, avant et pendant le voyage, un film intitulé « Aux portes de l’histoire : le regard des lycéens sur le camp d’Auschwitz Birkenau » (26 min).

Un journal de quatre pages, uniquement consacré à la Shoah et baptisé « Comment on en arrive là, n°2 ? », a été distribué par la Région Ile-de-France aux lycéens franciliens.

L’exposition « Vision lycéenne du camp d’Auschwitz-Birkenau » a par ailleurs été présentée dans les lycées franciliens qui en ont fait la demande.

Ces voyages ont été particulièrement marquants pour les élèves comme pour les enseignants. Ils auront, au minimum, permis aux élèves de renforcer leurs connaissances historiques sur une page importante de l’histoire de l’Europe. Ils auront également entraîné une réflexion sur le plan moral et philosophique sur des concepts et des notions au cœur de notre présent (la liberté, la tolérance, le racisme, l’antisémitisme, la démocratie, la raison d’état) mais sans doute abstraits jusqu’à ces voyages pour une partie des lycéens.

Action 6 : Visite à Auschwitz

Le Mémorial organise quatre journées de visite à Auschwitz, entre novembre 2004 et mars 2005, ce qui donne l’opportunité à 32 établissements scolaires de réaliser cette expérience.

Cette visite est organisée pour les représentants les plus intéressés et les plus motivés des lycées franciliens, dans la limite d’une vingtaine de personnes par établissement. Les lycéens retenus sont sélectionnés dans chaque établissement par leur équipe éducative. Le Mémorial prend en charge l’organisation des visites sur le plan logistique. Des anciens déportés se joignent aux visites.

Les inscriptions se font auprès du Mémorial. Cette action est réservée aux 32 lycées les premiers inscrits.

La répartition se fait de la façon suivante, pour un voyage (8 lycées) : 1 lycée par département ; 6 lycées publics / 2 lycées privés ; dans la mesure du possible, représentation de chacune des filières (enseignement général / enseignement technologique et enseignement professionnel) ; un même lycée ne sera pas retenu, d’une année sur l’autre, afin de permettre à un maximum de lycées de pouvoir effectuer cette visite.

Au moins deux réunions sont organisées avant et après la visite, afin de préparer le déplacement, d’en régler les problèmes techniques et d’en assurer un suivi, au retour.

Les élèves des établissements participant à la visite sont invités à préparer un projet pédagogique afin de communiquer leur expérience aux autres élèves du lycée.

Une action de valorisation des travaux des élèves des lycées ayant participé aux visites à Auschwitz est envisagée. L’association le Mémorial du Martyr Juif Inconnu est associée à la réalisation de cette opération dont la forme reste à définir.



ETRANGER

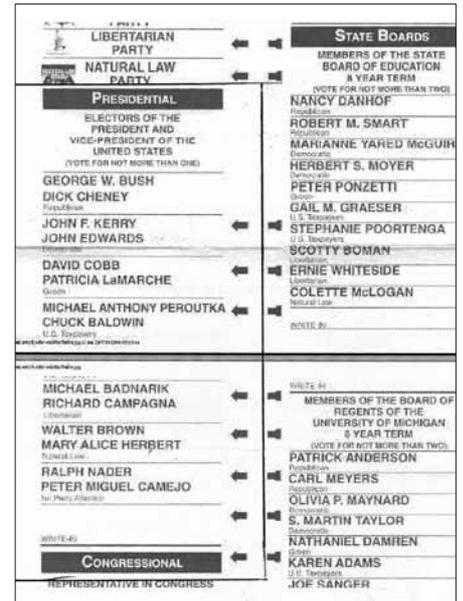
Florilège de la propagande de destruction massive

À la différence de nombreux médias, *F&D* a, depuis l'origine et à plusieurs reprises (malgré des courriers de lecteurs courroucés), en se fondant sur des études internationales sérieuses (notamment celles des inspecteurs internationaux de l'ONU), toujours totalement douté de l'existence des fameuses « armes de destruction massives » en Irak. Le rapport final des inspecteurs américains (plus de 200 professionnels qui ont enquêté durant un an et demi) de l'*Irak Survey Group* (dirigé par **Charles Duelfer**, conseiller spécial de **George W. Bush**), rendu public le 7 octobre, a finalement établi qu'il n'y avait jamais eu, en Irak, une seule arme de destruction puissante au moment de l'attaque américaine, la dernière usine biologique ayant été démantelée en 1996 (année du lancement du plan « pétrole contre nourriture ») et les Irakiens ayant volontairement détruit l'essentiel de leurs derniers armements peu après la guerre du Golfe en 1991. On appréciera d'autant plus les déclarations suivantes (extraites d'une très longue liste... (A noter que les élus démocrates, comme **Hillary Clinton** ou le sénateur **Joe Lieberman** ont fait des déclarations tout à fait identiques.) :

- « Il n'y a aucun doute que **Saddam Hussein** dispose d'armes de destruction massive. C'est un simple constat, sans aucune polémique. » **Dick Cheney**, vice-président américain (26 août 2002).
- « Actuellement, l'Irak développe ses capacités de fabrication d'armes biologiques. » **George W. Bush** (12 septembre 2002).
- « Si jamais il déclare qu'il n'en a pas, nous saurons que Saddam Hussein ment une fois de plus au monde entier. » **Ari Fleischer**, porte-parole de la Maison Blanche (2 décembre 2002).
- « Nous considérons comme un fait avéré qu'il y a de telles armes en Irak. » **Ari Fleischer** (9 janvier 2003).
- « Nos services de renseignement estiment que Saddam Hussein a le matériel pour fabriquer au moins 500 tonnes de gaz sarin, de gaz moutarde (ypérite) et d'agent VX. » **George W. Bush** (28 janvier 2003).
- « Nous savons que Saddam Hussein est déterminé à conserver ses armes de destruction massive et qu'il est déterminé à en fabriquer encore plus. » **Colin Powell**, secrétaire d'État aux Affaires étrangères (5 février 2003).
- « Nos sources indiquent que Saddam Hussein a autorisé ses généraux à utiliser les armes chimiques, ces armes que ce dictateur nie posséder. » **George W. Bush** (8 février 2003).
- « Nos services de renseignement et ceux des autres gouvernements n'ont aucun doute que le régime irakien possède et cache les armes de destruction massive les plus léthales jamais construites. » **George W. Bush** (18 mars 2003).
- « Il est absolument évident que l'Irak a des armes de destruction massive, et plus particulièrement biologiques et chimiques. Tout cela sera plus qu'amplement démontré et prouvé lorsque l'opération (d'invasion) aura été menée à bien. » **Ari Fleisher** (21 mars 2003).
- « Il n'y a aucun doute que le régime de Saddam Hussein a des armes de destruction massive. Avant que la guerre ne soit finie, ces armes seront identifiées, trouvées ainsi que les personnes qui les ont construites et celles qui les gardaient. » **Général Tommy Franks**, commandant en chef de l'attaque contre l'Irak (22 mars 2003).
- « Nous savons où se trouvent les armes de destruction massive. Elles sont dans les zones de Tikrit et de Bagdad. » **Donald Rumsfeld**, secrétaire d'État à la Défense (30 mars 2003).

Mais, en réalité, tout avait déjà été dit, le 28 mai 2003, par **Paul Wolfowitz** : « Pour des raisons bureaucratiques, nous avons choisi une option (pour justifier l'invasion de l'Irak), celle des armes de destruction massive, parce que c'était celle avec laquelle l'essentiel de l'opinion pouvait être d'accord. »

► Pour s'emparer de la Maison Blanche en 2000, **George W. Bush** a eu recours à des fraudes électorales multiples, en particulier en Californie, État dirigé par son propre frère, **Jeb Bush** (radiation massive d'électeurs noirs, truquage des votes par correspondance, bulletins de vote incompréhensibles, etc.). Il semble que cette méthode



soit utilisée à nouveau pour les bulletins de vote, par exemple dans le Michigan (État dirigé par le Républicain **John M. Engler**), où, comme le montre le bulletin de vote reproduit ici, les électeurs qui cocheront Kerry voteront en réalité pour Bush, et ceux qui cocheront Kerry voteront en fait pour les Verts (le scandale est tel que ces bulletins devraient être réimprimés avant l'élection à la suite des protestations de nombreuses associations).

► Sondages sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne : les Turcs répondent « oui » à 73%, contre 16% de Français, 26% d'Allemands, 27% de Polonais, 33% d'Anglais et 45% d'Italiens. Si l'on demande aux Turcs de quels peuples ils se sentent les plus proches, ils mettent en tête les Palestiniens, les Saoudiens, les Iraniens et même les Chinois. Ils s'estiment en revanche le plus éloigné des français, des Américains, des Russes et des Israéliens. Ce qui n'empêche pas le Premier ministre turc **Recep Erdogan** de déclarer : « Nous avons franchi les étapes nécessaires. Il n'y a donc plus de raison de ne pas recevoir une réponse positive. » Bref, les Turcs veulent adhérer à l'UE mais sans aucune affinité avec ses membres.

★ Les médias ont été très discrets sur les premières déclarations du nouveau prix Nobel de la paix, la kenyane **Wangari Maathai**, sur l'origine du sida. Elle a en effet assuré que « certains disent que le sida est venu des singes et j'en doute car nous vivons avec des singes depuis des temps immémoriaux [...] Nous, les Noirs, mourront (du sida) plus que tout autre peuple de cette planète. Il y a des gens qui créent des agents (biologiques) pour éliminer d'autres gens [...] En fait, il (le virus VIH) a été créé par un scientifique pour la guerre biologique. » Déjà, fin août, dans le *East African Standard*, elle assurait que « le sida n'est pas une malédiction de Dieu contre les Africains ou le peuple noir (mais) un outil destiné à les contrôler conçu par certains scientifiques à l'esprit malfaisant, même s'il est possible que nous ne sachions pas qui c'est [...] Nous savons que les nations développées utilisent des armes biologiques, laissant les fusils aux peuples primitifs. »



ETRANGER

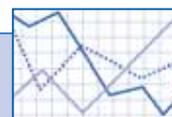
► Alors que le Mur de Berlin est tombé depuis 14 ans, un très vaste bunker destiné à abriter **Erich Honecker** vient d'être découvert, à l'occasion de travaux de rénovation, sous le bâtiment du Conseil d'État, siège du pouvoir communiste dans l'ex-RDA. Construit en 1964 à six mètres de profondeur sous le bâtiment, il comportait un tunnel d'une trentaine de mètres et une demi-douzaine de pièces, munies de système de ventilation.

► Afin de tenter de faire la différence avec **George Bush**, son concurrent démocrate va encore plus loin. **John Kerry**, s'il est élu, classera dans les « pays de l'axe du mal » l'Iran, la Corée du Nord, mais aussi la Russie, estimant que les moyens nucléaires de ces États indépendants mettent en danger la sécurité des États-Unis. Cette évolution néo-conservatrice s'est faite sous l'influence de ses nouveaux conseillers en matière de politique étrangère, **Richard Holbrooke**, ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, membre de la Commission trilatérale, du CFR et du Bilderberg Group, et **Mark Brzezinski**, fils de **Zbigniew Brzezinski**, le véritable maître d'œuvre de la Commission trilatérale.

✎ Les services fiscaux de Jérusalem ont entrepris une campagne d'intimidation contre les institutions catholiques, en violation de l'accord entre le Saint-Siège et Israël. Depuis 1947, les couvents, monastères, écoles et hôpitaux religieux sont exonérés d'impôts locaux, mais la municipalité de Jérusalem a l'intention de bloquer leurs comptes bancaires le 31 octobre s'ils ne paient pas les impôts qui leur sont (illégalement) réclamés.

► En dépit de son différend à propos de l'Irak, le Vatican a décidé de rétablir des relations courtoises avec **George W. Bush** et **Tony Blair**. Pour la première fois (après de très vives critiques du Pape en février dernier), le Vatican s'est prononcé pour le renforcement de la force multinationale stationnée en Irak. Le cardinal Angelo Sodano a notamment déclaré : « L'enfant est né. Il est illégitime, mais il est là maintenant et doit être élevé et éduqué. » Il semblerait que ce changement diplomatique soit entraîné d'une part par les menaces et persécutions commises envers les chrétiens d'Irak, d'autre part par l'afflux constant de pasteurs fondamentalistes et pentecôtistes qui tentent d'entraîner vers le protestantisme les catholiques irakiens.

✳ Incident diplomatique à la Conférence annuelle anglo-italienne à Pontignano (Toscane). L'ambassadeur à Rome, Sir **Ivor Roberts**, a vivement critiqué les États-Unis, estimant qu'Al Qaïda « était prêt à fêter la réélection de **George W. Bush** (qui est) son meilleur agent recruteur ». Ces propos, émis devant une centaine de diplomates européens, devaient demeurer « *off the record* » mais ils sont parus dans le Corriere della Sera. Dans le passé, Roberts avait déjà été critiqué par divers hauts fonctionnaires du Foreign Office pour ses liens « trop amicaux » avec **Slobodan Milosevic**, alors qu'il était ambassadeur à Belgrade dans les années 90.



Vérifications fiscales

Les services fiscaux disposent d'une quinzaine de fichiers privés pour recouper les informations sur les contribuables : - NIR : Numéro d'inscription au répertoire des personnes physiques) (c'est-à-dire le fichier de la Sécurité sociale). - FICOPA : Fichier des comptes bancaires, qui recense l'ensemble des comptes bancaires et postaux. - FIP : Fichier individuel des personnes, qui contient l'identité et l'adresse de tous les contribuables. - TDS : Transfert des données sociales, qui fournit tous les renseignements sur les salaires, pensions ou indemnité versées par la SS. - TD-CRM : Transfert des données concernant les revenus de capitaux mobiliers, établi à partir des établissements financiers payant des revenus de capitaux mobiliers (action, etc.). - SPI : Simplification des procédures d'imposition, destiné à optimiser l'identification et la localisation des contribuables et la circulation de ces informations entre les différents services. - MAJIC 2 : taxe d'habitation. - AMI et OSIRIS : fichier des entreprises. - CEIL : Observatoire des évaluations immobilières locales, chargé de la fiscalité immobilière. - FI-3S : gère les successions et héritages. - FIDJI et ALPHA : conservation des hypothèques. TOP ALPHA : rapproche le nom des contribuables et celui de leurs adresses. SIR : Système de gestion des informations de recoupement. Ce fichier est croisé avec ceux déclarés par l'employeur et la caisse de retraite. PROSELEC : fichier traçant le « portrait-robot » du fraudeur.

✎ Soumission de l'Union européenne à la Turquie. L'UE a dû annuler le forum avec la Conférence de l'Organisation islamique mondiale qui devait se tenir, les 4 et 5 octobre, devant l'intransigeance turque, qui s'était totalement refusée à inviter Chypre, pourtant membre de l'UE depuis le 1^{er} mai. Par ailleurs, la Turquie avait invité, de son côté, des représentants de la partie Nord de Chypre, c'est-à-dire la partie sous domination turque, non reconnue par la communauté internationale.

► Pour la première fois, l'Inde (qui sera en 2020 le pays le plus peuplé du monde) vient d'installer une base militaire en dehors de son territoire, à Farkhor, à 10 km de la capitale du Tadjikistan, Dushanbe, avec hôpital militaire, hangars et piste pour Mig 29.

► La Conférence des églises européennes (KEK), qui regroupe presque toutes les Églises anglicanes, orthodoxes et protestantes d'Europe (mais pas l'Église romaine), vient de se prononcer en faveur de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne.

✎ En 2003, 600 000 immigrés sont arrivés sur le sol espagnol. Pratiquement tous des clandestins puisque le quota légal était de... 30 000.

► Épaulé par une partie du patronat américain, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique **George « El Guero » Gutman**, issu d'une famille israélite, vient d'annoncer sa candidature, comme « indépendant », aux prochaines élections présidentielles. C'est lui qui avait, en 2000, initié la campagne, puis la victoire, de l'actuel président mexicain, **Vicente Fox**.

► Le nouveau commissaire européen à la Concurrence **Neelie Kroes** siège au conseil de surveillance de nombreuses multinationales (Volvo, Lucent, Thales, etc.) sur lesquelles elle sera censée enquêter ou prendre des décisions.



KIOSQUE

► Dirigé par **Martial Bild**, le mensuel du Front national Français d'abord deviendra payant à partir de janvier 2005. Il était jusqu'alors envoyé gratuitement aux adhérents, dans le cadre de leur cotisation.

► Dans Télé Star (20 septembre, l'animateur de télévision **Thierry Ardisson** se se proclame « monarchiste et amateur de shit ».

► Le critique littéraire **Bernard Pivot** (*Apostrophes*, *Bouillon de Culture*, *Lire*) a été élu, à l'unanimité, à l'Académie Goncourt, au couvert d'**André Stil**, décédé début septembre. Il va donc quitter le jury du Prix Interallié, pour lequel il votera une dernière fois cet automne.

► La première biographie critique de **Bernard-Henri Lévy** (qui va être suivie d'une rafale d'autres) est signée par **Jade Lindgaard** (*Les Inrockuptibles*) et **Xavier de La Porte** (*France Culture*), *Le B. A. BA du BHL, enquête sur le plus grand intellectuel français (La Découverte)*. Le cœur de l'ouvrage est consacré aux dérapages de BHL, en particulier lors de son « reportage » de 1998 en Algérie, entièrement favorable aux militaires qui l'y avaient invité. Il n'aurait par ailleurs fait la connaissance du **commandant Massoud** que peu avant sa mort et il ne s'agirait donc pas, comme BHL le prétend, d'un « ami de vingt ans » et n'aurait jamais mis les pieds dans beaucoup des lieux décrits dans *Qui a tué Daniel Pearl?*, enquête écrite en quelques semaines et pas en un an comme l'assure l'auteur.

► Le n° 54 d'*Aventures et dossiers secrets de l'histoire* (en vente dans les principaux kiosques ou Éditions Didro, rue de la Réunion, Villejust, BP 209, 91941 Courtabœuf cedex), animé par **Balbino Katz**, comporte un très intéressant article sur *Un Saint dans la tourmente de la Guerre d'Espagne*, qui retrace le parcours du fondateur de l'*Opus Dei*, **José Maria Escrivá de Balaguer**. À noter également un dossier sur les troupes américaines noires en Europe durant la Première Guerre mondiale et un portrait du vice-amiral **Charles Platon**, le héros de Dunkerque devenu un pilier de la Collaboration.

► Le bulletin en français *Vérité & Justice* (Eugena Kumicica 36, SCG, 24000 Subotika, Serbie) présente un passionnant dossier de quatre pages sur *L'Imposture Wilkomirski*, du nom de cet écrivain affabulateur, auteur de *Fragment/Une enfance 1939-1948*, qui connut un succès mondial à la fin des années 90. **Benjamin Wilkomirski** y racontait son enfance dans les camps de concentration allemands avec un rare luxe de détails, décrivant notamment le sadisme des « médecins nazi ». Il s'agissait, en réalité, d'une pure invention, l'auteur s'appelant en fait Bruno Grosjean et ayant passé toute son enfance en Suisse. La justice helvétique, à la différence des mesures prises contre les historiens révisionnistes, devait totalement absoudre celui qui fut alors présenté comme un « possible mythomane », lequel avait pourtant été reçu, sans encombre, sur les plateaux télévisuels mondiaux et avait prononcé de multiples conférences devant des associations d'anciens déportés.

► Très riche n° de *Reconquête*, le mensuel de Chrétienté-Solidarité animé par **Bernard Antony**, entièrement consacré au Liban chrétien (70, Bd Saint-Germain, 75005 Paris). Le 24 octobre, l'association organise une journée à l'occasion du 25^e anniversaire du centre Charlier au domaine de Grand'Maisons à Villepreux (Yvelines).

► La livraison d'automne d'*Éléments* (41 rue Barrault, 75013 Paris), le périodique de la « Nouvelle Droite », a pour dossier central *La Grande déprime, sous-titré Pourquoi cette société nous rend malades*. À remarquer un article sur une nouvelle tendance de la sociobiologie, la « psychologie évolutionnaire » (ou « évopsy ») dont les médias parleront très certainement dans les mois et années à venir. Parrainée par *Éléments*, les Rencontres de la pensée rebelle se tiendront le 30 janvier 2005, à Paris, autour du thème *Quelles religions pour le XXI^e siècle?*

► Le trimestriel royaliste *Les Épées* (4 square de la Côte Saint-Thibault, 92270 Bois-Colombes) consacre un grand dossier au phénomène du « best-seller » en littérature, avec, notamment, des entretiens (évidemment opposés) avec l'éditeur **José Corti** et le romancier **Paul-Loup Sulitzer**. À remarquer une intéressante défense d'**Hergé** par le « tintinologue et « tintinophile » **Albert Algoud** qui démolit la thèse d'**Émile Brami** (Hergé aurait trouvé les jurons du **capitaine Haddock** dans les pamphlets antijuifs de **Céline**).

► À l'occasion de la sortie en novembre en France du film *Luther, la vision d'un homme a changé le monde*, de **Joseph Fiennes**, le mensuel catholique *La Nef* (BP 48, 78810 Feucherolles) consacre un gros dossier au protestantisme et aux libertés qu'a prises le cinéaste avec l'histoire (*Luther et l'Église au XVI^e siècle, Grandeur et misère du protestantisme, Les Réponses de l'Église à Luther, De Luther aux protestantismes, Église et luthéranisme aujourd'hui*, etc.).

► Présidée par Me **Philippe Junod**, l'Association des amis de Robert Brasillach (Case postale 3763, 1211 Genève 3, Suisse) publie en même temps deux énormes volumes (chacun fait plus de 400 pages) des *Cahiers des Amis de Robert Brasillach*, couvrant la période 2001 à 2004. Il s'agit d'une initiative unique depuis la fondation de l'association en 1948 puisque ces deux livraisons, réalisées par **Cécile Dugas**, composent un véritable dictionnaire critique de l'œuvre de Brasillach, qui recense, par des citations soigneusement choisies et présentées dans leur contexte, tout ce qu'il a écrit sur les sujets les plus divers, dans un classement alphabétique, un index des noms de personnes et un index des notions et idées répertoriées. Un travail unique en son genre et une initiative à soutenir (60 euros port compris).

► Les *Études gobiniennes du XXI^e siècle* (16 euros port compris, BP 1, 14250 Tilly-sur-Seulles) viennent de sortir un texte introuvable du comte **Arthur de Gobineau**, *La Chronique rimée de Jean Chouan et des ses compagnons*, initialement parus en 1846 (préface de **George Laffly**, illustrations de **Maité Geiger**).



KIOSQUE

► Le journaliste **Airy Routier** et **Albin Michel** ont été condamnés, le 20 septembre, à 5 000 euros de dommages et intérêts et 2 000 euros de frais de procédure à la demande de **Bernard Arnault** pour la biographie critique qui lui avait été consacrée, *L'Ange exterminateur, la vraie vie de Bernard Arnault*.

► Une lecture pour rire : *La Puissance de la liberté* (PUF). Fils de député communiste et ancien permanent communiste lui-même, **Yves Roucaute**, passé par la suite par le Parti socialiste, **Alain Carignon**, **Alain Madelin** et **Dominique Baudis**, est revenu à ses racines protestantes, version « *born again christian* ». Cela donne un livre plus réactionnaire que ceux des « néo-cons » américains, axé sur la défense de la mission divine de l'Amérique.

► Chez **Ars Magna** (BP 60426, 44004 Nantes cedex 1), sortie de deux nouveaux fascicules : *Georges Vacher de Lapouge, visionnaire français de l'avenir européen* d'**Edgar Tatarin-Tarheyden** (professeur à l'université de Rostock), et *Ernst Jünger, éléments pour une biographie politique* de **Frederick Kister**.

► Aux éditions **Yoran Embanner** (71 Hent Mespiolet, 29170 Fouesnant et 06 61 23 47 88), sortie d'un ouvrage de référence, d'une très grande précision (index détaillé des noms), sur le principal groupe nationaliste breton ayant collaboré avec l'armée allemande durant l'Occupation, *Le Bezenn Perrot, 1944 : des nationalistes bretons sous l'uniforme allemand*. L'auteur, **Kristian Hamont**, a déjà signé *Les Nationalistes bretons sous l'Occupation* (2001).

► Émoi chez les bobos. Alors que ceux qui s'intéressaient à la question disposaient déjà de tous les éléments (notamment via La Vieille Taupe), les bien-pensants viennent de découvrir que l'une des principales icônes de la gauche intellectuelle (et homosexuelle), en l'occurrence l'écrivain **Jean Genet** (dont la geste fut « tricotée » par **Jean-Paul Sartre** dans son *Saint Genet, comédien et martyr*), avait en réalité de vives sympathies pour le régime national-socialiste. Son biographe, **Ivan Jablonka**, qui signe *Les Vérités inavouables de Jean Genet* (Seuil) en fournit de multiples exemples, concluant que « l'insurrection de Genet ne s'ancre pas à l'extrême gauche [...] mais à l'extrême droite fascisante, dans l'apocalypse guerrière, l'apologie de la vie dangereuse, la superstition païenne, l'exécration de la république et du confort bourgeois ».

✎ Le 28 septembre, la librairie *Au pays de cocagne* (Paris III^e), où le sociologue et essayiste **Alain Soral** signait son nouvel essai, *Misères du Désir* (Blanche), a été attaquée par un commando de la Ligue de défense juive (et non du Bétar comme cela a été rapporté dans les médias). Les nervis, casqués et criant « Vive Israël ! » ont blessé sept personnes et saccagé la boutique.

► Transfuge de Denoël où elle était directrice littéraire, **Éloïse d'Ormesson** (fille de l'académicien **Jean d'Ormesson**) lance, avec son concubin, **Gilles Cohen-Solal**, les Éditions Éloïse d'Ormesson.

► De fin octobre à la mi-novembre, les Éditions Albert-René, qui gèrent les droits d'**Astérix**, vont sortir *Astérix et la rentrée gauloise* (sorti l'année dernière en français) dans une série de langues régionales (avec un tirage total de 200 000 exemplaires) : le 27 octobre, sortiront les versions en picard et en ch'timi, le 2 novembre celles en breton et en gallo, le 9 novembre celle en alsacien, et le 17 novembre, en occitan et en corse.

► Sites Internet de qualité. 1) L'intégralité des catalogues des diverses bibliothèques de la Ville de Paris est consultable depuis le 12 octobre sur le site www.bibliotheques.paris.fr 2) Le catalogue collectif des bibliothèques universitaires ouvrira, avant la fin de l'année, un portail documentaire unique en France, avec son propre métamoteur. Alimenté par 890 bibliothèques actives et une cinquantaine de permanentes, il comprend déjà 5,5 millions de notices détaillées permettant de localiser sur le champ tout ouvrage, thèse, revue spécialisée, etc. : www.sudoc.abes.fr 3) Découvrir de manière passionnante et ludique l'histoire de la musique : <http://etiop.free.fr> 4) L'auteur du Caporal épinglé, **Jacques Perret**, a désormais son site : www.jacques-perret.com

► D'ici novembre, trois ouvrages (en anglais) vont paraître sur **Conrad Black**, le magnat britannique-israélien qui avait mis en coupe réglée son groupe de presse, Hollinger Inc. (qui contrôlait plusieurs centaines de journaux, dont le *Daily Telegraph* et le *Jerusalem Post*) : *Wrong way : The Fall of Conrad Black* de **Jacquie McNish** et **Sinclair Stewart** (Viking Penguin), *Shades of Black : Conrad Black. His Rise and Fall* de **Richard Silkos** (McClelland & Stewart), *Lord Black : The Biography* de **George Tombs** (Optimum Publishing). Sur la seule période 1997-2003, Black et ses associés (comme **Henry Kissinger** ou **Richard Perle**) ont empoché 400 millions de \$, soit 95,2% de la totalité des bénéfices nets de Hollinger.

► Sortie d'un nouveau CD largement consacré à **Louis-Ferdinand Céline**, *Albert Paraz raconte...* (été 1956), un enregistrement réalisé par **Paul Chambrillon** avec le romancier qui fut sans doute le plus proche ami de Céline, suivi d'un long entretien d'**Anne Brassié** avec son biographe **Jacques Aboucaya** (23 euros port compris, **Marc Laudelout** c/o *Bulletin célinien*, BP 70, B-1000 Bruxelles 22, Belgique).

► Jusqu'au 14 novembre, exposition Leni Riefenstahl (filmographie, photos, documents) au Ernst Barlach Museum de Wedel, en Allemagne (www.ernst-barlach.de).

► Très intéressante exposition rétrospective, jusqu'au 15 novembre, au Château de Buc (Yvelines), consacrée à **Martine**, la jeune héroïne d'albums pour petites filles depuis 50 ans (si peu « moderne »), créée par **Marcel Marlier** (54 albums dessinés en collaboration avec le scénariste **Gilbert Delahaye** qui se sont vendus à plus de 80 millions d'exemplaires). Un nouveau volume sort à cette occasion chez Casterman : *Martine, princesses et chevaliers*.



POLITIQUEMENT INCORRECT



★ Une nouvelle « affaire du RER-D »? Tous les journaux télévisés ont ouvert, le 6 octobre, sur l'incident arrivé à un automobiliste dont le régulateur de vitesse de sa *Vel Satis* s'était bloqué puis emballé, l'obligeant à rouler pendant une heure à plus de 200 km/h. Une terrible contre-publicité pour Renault (même si la parole fut donnée aux représentants de l'entreprise) au moment où la société automobile passe des accords de fabrication de ce véhicule avec la Chine. Les analyses postérieures ont démontré que les freins n'avaient pas été utilisés et que rien ne pouvait expliquer ce dérèglement puisque le véhicule a parfaitement fonctionné ensuite. Hormis *LCI* et *Le Parisien*, aucun média n'a indiqué par la suite que le conducteur, **Hicham Dequiedt**, qui avait demandé des dédommagements à Renault (la somme de 40 000 euros a été avancée par plusieurs médias), avait (notamment) déjà été condamné pour conduite en état d'ivresse et excès de vitesse, et que son permis lui avait été retiré durant quatre ans.

► Avoir l'oreille du président. Lors du débat, le 30 septembre, entre le candidat démocrate **John Kerry** et **George W. Bush**, le président des États-Unis s'est interrompu durant plusieurs secondes à chaque question qui le mettait en difficulté. Paraissant réfléchir, il répondait ensuite très rapidement, ce qui n'est pas son habitude. La rumeur d'une discrète oreillette, qui l'aurait relié à son conseiller **Karl Rove**, lequel lui aurait donc soufflé les réponses, s'est amplifiée à la vue de plusieurs photos montrant que sous sa veste, dans le dos, se trouvait un renflement assez visible cachant un boîtier rectangulaire. La Maison Blanche a préféré accuser de délire les « conspirationnistes » mais a quand même dû admettre que George Bush ne portait pas de gilet pare-balles comme cela avait été aussi envisagé et n'a pu justifier en aucune manière l'étrange renflement. À noter que, lors du second débat, le 10 octobre, aucun mauvais pli ne venait déformer la veste du président.

► Immigration politiquement correcte. Dans *Gens d'ici venus d'ailleurs. La France de l'immigration de 1900 à nos jours*, sorti aux Éditions du Chêne le 13 octobre, **Gérard Noiriel** (déjà auteur du *Creuset français* en 1992) retrace l'histoire de l'immigration en France, entendant démontrer que la population française est le produit d'une vaste mélange. Afin d'éviter que le livre ne puisse se prêter à une quelconque lecture comparative qui permettrait en fait de distinguer les différentes immigrations (celle des Polonais ou des Italiens catholiques n'a pas grande chose à voir avec celle des ressortissants animistes ou musulmans d'Afrique), l'auteur a opté pour une trame thématique plutôt que chronologique (avec quatre grandes parties : *Partir, Se faire une place, S'intégrer, Cultiver les différences*).

► Villepin, nouveau Schwarzenegger? Annonce parue pour un casting : « Pour les besoins d'un clip, Baudit Prod recherche homme 50-60 ans, style **Dominique de Villepin**, dragueur, pour incarner superhéros. »

► Le journal *L'Expression* d'Alger (16 septembre) titrait : *L'Algérie refoule 8 000 clandestins par an*. Le mot utilisé dans l'article pour désigner les immigrés clandestins, les « kalouchs », est un terme méprisant pour désigner les Noirs. Conclusion de l'article : « L'Algérie est le bouclier de l'Europe. » (À quand l'entrée de l'Algérie dans l'Union européenne?)

► La Cour administrative fédérale du Bade-Wurtemberg vient d'estimer, à la suite de l'adoption d'une loi interdisant aux enseignants de porter le voile islamique dans les écoles publiques, que cette mesure devait également s'appliquer aux religieuses dès qu'elles pénètrent dans un établissement d'enseignement public.

► Inaugurée durant l'été, la fresque du parvis de la nouvelle et prestigieuse bibliothèque de Livermore (Californie), dédiée aux gloires intellectuelles, comporte des noms comme Shakespeare, Michaelangelo, Einstein (pour **Shakespeare, Michelangelo** et **Einstein**) parmi onze autres erreurs d'orthographe.

► Jean-Claude Trichet n'a pas la cote. Depuis que le gouverneur de la Banque de France a succédé à **Wim Duisenberg**, comme président de la Banque centrale européenne, les billets fabriqués depuis lors comportent sa signature. Mais celle-ci est encore inconnue de diverses institutions financières et des commerçants, qui refusent ces coupures. La confusion persiste, par exemple, en Allemagne, puisque la police de Berlin a indiqué aux commerçants qu'ils devaient accepter les billets signés par... Henry Trichet.

► La Grande-Bretagne entretient des relations exécrables avec le Zimbabwe en raison des multiples violations des droits les plus élémentaires (saisie des propriétés des agriculteurs d'origine anglaise, etc.). Une polémique a éclaté début octobre à Londres après que le chef de la diplomatie britannique **Jack Straw** a été photographié en train de serrer la main du président du Zimbabwe **Robert Mugabe**. Pour se justifier, Straw a maladroitement expliqué qu'il l'avait fait « par erreur » en raison de « l'obscurité ».

► Les anciens élèves des années 40, 50 et 60 de la Washington High School (Maryland) avaient décidé de se réunir pour « fêter le bon vieux temps ». Cette fête a été attaquée comme « raciste » par l'association défendant les droits des Noirs, NAACP, car il n'y avait aucun participant noir. Mais, durant ces trente années, il n'y avait eu... aucun élève noir dans cette école...